

**APPEL POUR LA CONSTITUTION DU GROUPE
LES COMMUNARDS
EN VUE DES ELECTIONS MUNICIPALES 2014**

Metz, le 10 Décembre 2013

QUI SOMMES NOUS ?

Nous, syndicalistes révolutionnaires, anarcho syndicalistes, libertaires, militant-e-s déterminé-e-s et sans concession de la lutte des classes, constituons le groupe Les Communards, en vue des prochaines élections municipales de 2014 à Metz.

Nous sommes de ceux et celles qui, depuis des années, **œuvrons sans relâche et sans intérêts personnels** à la construction et au développement du mouvement social à Metz.

Nous avons été, depuis les années 90 et notre apparition en tant que courant structuré, de toutes les luttes des classes populaires face aux oppressions capitalistes et pour les alternatives sociales : 1994 contre le CIP, 1995 contre la réforme Juppé, mouvement lycéen de 1998, mouvement des chômeurs de l'hiver 1998, mouvements étudiants de 2001,2003 et 2007, mouvement dit anti CPE de 2006, mouvement contre la casse des retraites par répartition de 2003 et 2010, défense des populations migrantes avec ou sans papiers, lutte quotidienne contre l'extrême droite, etc, etc, etc...

Nous sommes de ceux et celles qui **avons porté les premières alternatives culturelles de l'époque de Jean Marie RAUSCH**, lorsque Metz était cloisonnée dans une culture aseptisée et petite bourgeoise : squat de la rue du Wad Billy (grainerie FABRE), Bathyscaphe rue du Pont des Loges, festivals divers et variés...

Nous intervenons quotidiennement dans nos cadres syndicaux (CNT, SUD, CGT, FO ...) sans rien attendre d'autre que le développement de la lutte des classes et la victoire des travailleurs et travailleuses sur des revendications de rupture avec le Capital, D'autres d'entre nous le font en leur nom propre au sein de collectifs associatifs, culturels ou politiques. Ce qui nous lie, c'est d'agir depuis toujours **en portant la perspective d'une société autogérée, communiste et libertaire.**

Nous sommes ceux et celles qui subissons la répression permanente des classes possédantes et de ses avatars fascistes : peine de prison, amendes, licenciements, intimidations et violences physiques, attaques de nos locaux, interdictions diverses et variées de nos initiatives publiques, etc...

Enfin et surtout, nous sommes les héritiers et les continuateurs de l'Association Internationale des Travailleurs (qui fêtera ses 150 ans en 2014), de la Commune de Paris de 1871, de l'Espagne antifasciste et libertaire de 1936, et plus largement de tous les mouvements de résistance, progressistes et émancipateurs des classes populaires.

Nous nous plaçons clairement dans une perspective internationaliste et solidaire parce que nous pensons qu'au delà de nos frontières, nous subissons toutes et tous la domination capitaliste, la misère, la précarité, les guerres, les entraves aux libertés de circulation et d'installation.

De même, **nous nous inscrivons clairement dans la lutte contre toutes les formes de discriminations, qu'elles soient racistes, sexistes, homophobes, xénophobes...**, qui représentent un frein considérable à la conscience de classe et à l'émancipation individuelle. Ces discriminations tendent à banaliser les idées malsaines de l'extrême-droite, et permettent à la classe dirigeante de diviser le peuple pour mieux maintenir sur lui sa domination et pour le détourner de son ennemi historique : le Capital.

POURQUOI CETTE DEMARCHE ?

Depuis toujours, nos actions collectives et individuelles se placent dans la contestation du modèle de la démocratie représentative et du cadre institutionnel. Nous n'avons eu de cesse que de porter la démocratie directe comme alternative émancipatrice au sein du mouvement social. Nous nous sommes toujours placés en rupture vis à vis de l'exercice individuel du pouvoir, sans contrôle ni révocabilité des mandats, constatant jour après jour les corruptions et autres conflits d'intérêts. Ce sont les conséquences structurelles du système actuel.

Plus que jamais aujourd'hui, dans un contexte de crise économique, politique et sociétale, dans lequel les classes populaires sont à l'agonie, il devient urgent de renverser la table. Si nous ne le faisons pas, c'est l'extrême droite qui profitera de la situation. Une telle perspective ne pourra qu'amener à plus de précarité, de misère, de division et de racisme. Ce danger est imminent pour les travailleurs et travailleuses qui verront dès lors tous leurs acquis et tous leurs espoirs d'une société plus juste anéantis.

Cette analyse ne relève malheureusement pas du fantasme. Toutes les expériences passées de la montée et/ou de l'arrivée au pouvoir des fascismes se sont produites dans un tel contexte. L'Italie et l'Allemagne des années 30 restent les meilleurs exemples.

Par ailleurs, si le système politique ne leur permet pas une arrivée légale au pouvoir, les fascismes ne reculent jamais devant le coup de force tel que cela a pu se produire en Espagne, au Portugal ou ailleurs encore.

L'arrivée, en 2012, de la gauche libérale au pouvoir, brouille la lecture de la situation dans la mesure où cette dernière continue et accentue les politiques antisociales du gouvernement Sarkozy : allongement de la durée de cotisation pour les retraites, accords Compétitivité Emploi (dit Accord National Interprofessionnel), expulsions massives des sans papiers, pression fiscale exacerbée, propos racistes de membres du gouvernement, refus de l'amnistie sociale, etc... La puissance des relais syndicaux bureaucratisés de la sociale démocratie et notamment l'axe CGT-CFDT, dans le cadre de la CES, verrouille l'explosion sociale dont le peuple a aujourd'hui tant besoin.

Localement (et parfois ailleurs également), nous devons également faire face à la stratégie du filet de pêche, préparée par le PCF-Parti de Gauche, visant à faire croire à un pôle de radicalité alors qu'il ne cherche qu'à négocier au mieux son futur ralliement au Parti Socialiste. Il est triste et dommageable que de devoir rappeler ses nombreuses absences dans les luttes sociales, que cela soit face à la venue de Sarkozy le 1er janvier 2012 à son absence lors des mobilisations en faveur des réprimé-e-s de la lutte sociale ou face à l'extrême droite. Que dire de ses élu-e-s actuel-le-s qui n'ont jamais mis les pieds sur les campements de roms ou de demandeurs d'asiles ? Nous ne sommes et ne serons jamais de ceux et celles là.

Toutefois, nous n'oublions pas que ces organisations comptent dans leurs rangs des militant-e-s sincères aujourd'hui désorienté-e-s par une stratégie illisible sur le terrain. C'est pourquoi nous leur proposerons de nous rencontrer afin de voir si, hors des logiques sectaires et partidaires, ces organisations seront prêtes à l'unité dans l'intérêt des classes populaires.

Nous ferons de même avec Lutte Ouvrière, qui est animée, à notre sens, d'une logique bien plus lutte de classe que le PC ou le PG, ainsi qu'avec toutes les composantes de l'opposition sociale, solidaire et

internationaliste de la ville de Metz.

A Metz, la majorité PS-PCF-Verts-Centre sortante n'a rien fait d'autre que de relayer cette politique libérale, et ce dès 2008 et son arrivée aux affaires. Le recul du service public est flagrant. La multiplication des Délégations de Services Publics est constante : **Kéolis, Vinci, Urbis Park et autres entreprises privées viennent coloniser la Commune pour se faire des profits juteux au détriment des besoins de la population, et ce en rognant jour après jour sur l'espace public. La privatisation rampante de l'Usine d'Électricité de Metz est une aberration. Les subventions pour des zones commerciales toujours plus éloignées du centre ville, favorisant ainsi sa désertification, une stupidité sans nom, surtout que dans le même temps sont versées des subventions à l'association Metz la Commerçante afin de soi disant faire face à la situation. L'eau, ce bien commun si précieux, est également sous la coupe du privé, en l'occurrence Véolia.**

En temps que libertaires, nous ne pouvons actuellement nous permettre de délaissé la dimension écologique, sans pour autant nous laisser leurrer par « le capitalisme vert » et « l'écologie d'Etat ». Nous sommes résolument en rupture avec l'économie productiviste, la logique de consommation, le tout-automobile, les grands projets inutiles imposés ou encore le nucléaire... qui mènent notre planète à sa destruction. Ainsi, nous continuerons à militer, entre autres, pour la gratuité des transports collectifs ; pour la gestion, la distribution et le retraitement public de l'eau courante ; contre l'expansion des zones commerciales, telle que le projet de mégacentre commercial Waves Grand Sud ; pour la sortie de l'ère du nucléaire, la fermeture des centrales nucléaires de Cattenom et de Fessenheim (qui, géographiquement, représentent la plus grande menace pour les habitants de Metz et de ses alentours) et l'arrêt définitif du projet d'enfouissement à long terme des déchets radioactifs à Bure ; **contre tout ce qui représente un réel danger pour la santé humaine et l'environnement naturel, plaçant l'écologie dans sa globalité donnant ainsi du sens et une cohérence à un véritable projet alternatif .**

Le logement, notamment social, doit être une priorité. Nous mettront en place des assises du logement immédiatement. Les associations travaillant sur cette question y seront invitées et une place centrale leur sera donnée. **Nous appliquerons avec célérité la loi de réquisition sur les logements vides.** La participation de la Commune aux organismes de gestion des logements sociaux sera amplifiée et transparente. **Au besoin, une structure municipale sera créée avec une gestion directe de la population afin d'éviter les conflits d'intérêts** comme a pu le faire Mme PALLEZ, élue sortante que le PS préfère cacher. Rendons à César ce qui lui appartient, M. JACQUAT n'était pas en reste sur ce point. Encore une fois, avec ces tristes sires, c'est bonnet blanc et blanc bonnet.

L'éducation elle-même n'est pas en reste vis à vis de la politique libérale des socialistes et de leurs prédécesseurs de l'UMP. Depuis plusieurs années l'enseignement supérieur et la recherche sont bradés par l'État : les réformes LMD, LRU tout comme la fusion des Universités de Lorraine ont eu pour conséquences première de faire entrer les capitaux et le pouvoir de décision du privé dans le financement des universités et dans l'orientation de la recherche, tandis qu'enseignants chercheurs et étudiants voient leur pouvoir en interne se disloquer. Sans compter, la multitude de postes supprimés par cette réorganisation territoriale, au nom de la rentabilité des universités ! Décidément, notre vision de la formation et de la recherche n'est pas celle que le PS défend au niveau européen, national, comme local : du processus de Bologne à l'Université de Lorraine, nous refusons la privatisation de nos facs, tout comme nous refusons la subvention de tout établissement privé. **Pour rappel, l'Université de Metz fut créée dans les années 1970 afin de permettre l'accès de la jeunesse des classes populaires mosellane à l'enseignement supérieur, à ses savoirs et ses savoir faire sans que les familles n'aient à débours des sommes astronomiques pour cela. L'important taux de boursiers fréquentant cette Université est la preuve par les faits de ce besoin ?**

Et que dire de la réforme des rythmes scolaires ? **Imposée par décret, le gouvernement a décidé de laisser le choix aux municipalités de la date de son application : bonjour le service public !** La situation de l'école primaire n'a ainsi jamais été aussi inégalitaire : certaines communes refusent d'appliquer la réforme,

d'autres l'appliquent en instaurant une prise en charge périscolaire, d'autres encore demandent aux familles de payer ces activités périscolaires, censées être la panacée d'une éducation « changée » ! Dans tous les cas, les contrats de droit privé, pourtant combattus depuis de nombreuses années par les collectifs de précaires de l'Éducation Nationale, sous lesquels les mairies recrutent les animateurs fleurissent comme jamais dans le service public d'éducation.

Nous reconnaissons l'effort de rattrapage entrepris par la majorité sortante concernant le périscolaire. Toutefois, nous rappelons qu'à notre sens il ne s'agit QUE d'un rattrapage tant les besoins étaient criants et urgents. Cella ne fait pas un bilan de l'action municipale, tout juste un point positif qui reste, par ailleurs, à améliorer.

Nous sommes pour une éducation publique, gratuite et anti-confessionnelle où chaque famille n'aura rien à déboursier pour voir ses enfants scolarisés : achat de matériel, frais de demi pension, paiement du périscolaire, etc... Tous ces frais qui font que l'école est de fait payante devraient être à la charge des communes : et c'est ce que nous ferons !

Nous savons que le dynamisme culturel est le fait d'une volonté municipale d'accompagner et de supporter ceux et celles qui font la culture. La ville doit penser une politique culturelle visant à préserver, promouvoir et à transmettre la culture de toutes à tous. **Elle ne doit pas considérer les événements culturels comme un moyen de promotion ou d'autosatisfaction** d'un petit nombre ou être en attente de résultats mesurables mais **doit considérer la culture comme faite de gratuité, de découverte inattendue et de liberté de jugement. Exit donc la rentabilité car la richesse culturelle ne saurait se résumer à cela, jamais.** C'est pourquoi nous créerons des lieux de création ET de diffusion qui seront accessibles et autogérés par ceux et celles qui font la culture. Les associations seront entendues et participeront en première ligne à cette nouvelle politique. Elles ne seront plus un frein au desiderata personnels de certain-e-s mais bel et bien les moteurs d'un renouveau . **Selon le journal des Arts, Metz se classe 16ème ville de plus de 100 000 habitant-e-s sur 33 pour son action culturelle avec seulement 6% de budget consacré à la culture. Nancy est 4ème avec 20% de son budget qui y est alloué.** Ce palmarès ne prend en compte que le patrimoine, et exclut les arts vivants, les médiathèques, etc...

Metz doit s'appuyer sur ses jumelages existant et à venir pour échanger des collections artistiques et développer le secteur touristique qui, au vu de son patrimoine, doit être une de ses forces.

Par ailleurs, nous veillerons à la fin de la précarité pour les personnels des différentes structures culturelles. Comment une municipalité dite de gauche peut elle laisser des entreprises privées faire leur loi tel que phone régie au Centre Pompidou, qui exploite et presse ses salarié-e-s comme des citron ? Que dire de la multiplication des vacances au sein de l'Établissement public de Coopération Culturel avec lesquelles il faut en finir ?

Dans le même temps, il n'y a aucune égalité de traitement du monde associatif, syndical, politique ou culturel. On subventionne les amis afin de créer des réseaux. Il n'existe pas de Bourse du Travail à Metz, plaçant ainsi les organisations syndicales indépendantes dans l'obligation de sacrifices financiers afin de pouvoir exercer leurs activités. **Le silence assourdissant des élus municipaux, et ce quel que soit leurs appartenances respectives, sur la répression du mouvement social finit de nous convaincre qu'il n'y a rien à attendre d'une équipe aux ordres du Capital ou au mieux, incapable d'imaginer et de mettre en œuvre une politique alternative novatrice.**

Concernant la santé, nous nous opposons aux fermetures de lits d'hôpitaux, en progressions constantes. Nous étudierons la possibilité de développer des **Maisons de la Santé dans les quartiers, aux accès libres et gratuits,** visant à assurer la meilleure prévention et les meilleurs soins possibles, tant sur les maladies diverses et variés que les différentes addictions. Le lien et le dialogue avec des associations telles que Médecins du Monde ou Médecins Sans Frontières seront créés et entretenus afin d'entendre les besoins exprimés et de mettre en place une politique sanitaire efficiente et solidaire.

La lutte contre la malnutrition sera menée. Des cantines populaires sous forme municipales et/ou coopératives seront créées. La gratuite sera de mise pour les pauvres et des tarifs bas pratiqués avant une possible extension de la dite gratuité. Les circuits courts et les produits bio seront une priorité afin de garantir à toutes et tous la meilleure qualité possible. A l'heure où la précarité et la misère sont en progression constantes, nous trouvons anormal que de laisser faire face les seules associations caritatives sans porter une politique publique de résorption de ces problème et de solidarité active et efficiente.

Nous luttons pour l'égalité femmes/hommes dans toutes les sphères de la vie (professionnelle, associative, familiale...).

Nous voulons l'ouverture de Plannings familiaux dans tous les quartiers de notre ville afin que toutes et tous nous puissions avoir un réel accès à l'information, à la prévention et à la contraception. **Nous sommes pour la gratuité totale de la contraception et de l'IVG et ce sans condition d'âge.**

Il n'y a pas d'égalité des droits sans égalité des salaires. Cette égalité des salaires doit être une réalité dans tous les services municipaux, dans tous les organismes de service public et dans les entreprises qui vendent des prestations de service ou des produits aux collectivités locales.

Nous refusons le chantage du retour de la droite aux affaires ainsi que celui du Front National. C'est bel et bien cette politique qui crée les désillusions et les conditions de ces percées. L'appel de cette soi disant gauche à voter Chirac en 2002 s'est concrétisé par une droitisation de la société grâce au brouillage idéologique qu'il a entraîné. Nous nous plaçons donc clairement dans une perspective d'opposition sociale portant une nouvelle dynamique pour notre Commune.

C'est en ce sens que nous, les Communards, décidons de descendre dans l'arène afin de changer les règles du jeu.

Notre premier objectif est d'assumer ce qui pourrait passer pour une contradiction. Nous prenons ainsi pour exemple le cadre historique de la Commune de Paris et des Collectivités Espagnoles de 1936 où les libertaires ont pris toute leur place dans l'accomplissement de la transformation sociale.

Notre analyse de la situation et des rapports de force locaux nous laissent à penser que notre participation aux élections municipales constitue une opportunité, en cas de victoire, de bouleverser ce type d'exercice du pouvoir qui nous conduit à l'impasse depuis trop longtemps.

Si nous portons la critique du système démocratique représentatif, c'est avant tout parce que ce dernier ne garantit aucun contrôle des mandats ni aucune révocabilité des élus qui n'assumeraient pas ce pourquoi ils/elles ont été élu-e-s. Ce système de représentation se cumule à la propriété privée des moyens de production ce qui finit par donner une société où tous les pouvoirs et tous les privilèges sont concentrés dans les mains de quelqu'un-e-s. **Toutefois, nous prenons en compte le contexte historique dans lequel nous nous trouvons et nous refusons le replis sectaire qui accompagne le sommeil actuel du mouvement social.** Bien que nous ayons conscience que le réveil des classes populaires peut intervenir à tout moment, nous pensons que notre intervention au sein de la campagne municipale sera salutaire dans la mesure où notre apport des pratiques d'Assemblées Générales souveraines, des mandats impératifs et révocables, de leur rotation, seront les bases pour affermir les comités de quartier que nous souhaitons décisionnels, et construire ainsi la démocratie directe.

C'est ce que nous définissons comme une inflexion tactique contextuelle !

En effet, si nous voulons renverser la donne, il nous faut utiliser toutes les possibilités, sans certitudes convenues ni sectarisme. **Nous réapproprié la Commune, espace historique de l'exercice direct et populaire du pouvoir politique, nous semble à l'heure actuelle une stratégie pertinente afin d'ouvrir,**

par l'exemple, des perspectives autres pour les classes populaires : comités de quartiers décisionnels, création de coopératives municipales, socialisation des richesses et de leur production, etc...

Nous savons que cette stratégie ne saurait en aucun cas se suffire à elle même et restera conditionnée pour sa réussite à l'existence de contre pouvoirs de types associatifs, politiques et syndicaux.

C'est dans le but de construire un cadre de démocratie directe sur la Commune de Metz, de socialiser les instances et les entreprises municipales, de créer un crédit municipal soutenant les coopératives de production et la reprise des entreprises privées en difficulté par les salarié-e-s eux et elles mêmes que nous comptons nous investir.

Dans le cadre historique actuel, nous sommes conscient-e-s de la nécessité de faire consensus afin de créer l'unité de l'ensemble du mouvement ouvrier. **C'est en ce sens que nous regardons avec intérêt la constitution de la liste « Basta », qui regroupe une large partie des composantes du mouvement social local, ou du moins celles non inféodées au Parti Socialiste et à ses alliés.**

Nous affirmons ici qu'il n'y aura aucune alliance avec le Parti Socialiste que nous n'analysons pas comme un moindre mal mais bel et bien comme responsable des politiques d'austérité qui amènent toujours à plus de misère et de précarité, favorisant la montée des discriminations, du racisme, de la division et faisant ainsi le lit du FN. En revanche, nous restons ouverts à la discussion avec les composantes du mouvement social se plaçant dans une logique de lutte de classe ainsi que l'aile gauche de du parti socialiste, aujourd'hui ultra minoritaire au sein du PS, si elle est prête à enfin prendre ses responsabilités en rejoignant le camps de la transformation sociale. Cette aile gauche du PS porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle, dans le sens où elle compte les rares militant-e-s du parti, le reste étant constitué de notables, d'affairistes et de calculateurs prétentieux. Où diable sont passés les Jean JAURES, Marceau PIVERT ou encore Daniel GUERIN ? Pas au Parti Socialiste dans tous les cas !

Par cet appel, nous nous adressons à l'ensemble des forces se retrouvant dans notre analyse à nous rejoindre afin de construire et de nous investir ensemble dans cette dynamique et de porter, au sein de cette campagne nos pratiques de luttes, nos analyses sur la période et nos revendications sur toutes les questions de société.

ET LA SUITE ?

Cet appel ne saurait à lui seul et en l'état constituer un programme. Révolutionnaires, nous pensons que l'effort de réflexion et d'action collectif se devra d'être permanent. C'est pourquoi des commissions de travail, chargées d'étudier différents aspects relevant des compétences de la Commune vont être mises en place en fonction de nos besoins et contribueront, si elles sont retenues, au programme de la liste Basta. Ces commissions porteront sur : le budget communal, la mise en place de la démocratie directe, l'économie et le développement des coopératives ouvrières et paysannes avec la création d'un fond d'investissement socialisé sous forme d'un Crédit Municipal, l'éducation, le plan d'urbanisme, le logement social, et les espaces verts, le social/ médical, les transports et l'énergie, la culture et la direction du patrimoine, le sport (qu'il soit amateur ou professionnel). Nous pensons que c'est en portant sur ces efforts essentiels que la sécurité sera assurée et garantie car les besoins vitaux assumés ; pas en mettant des policiers et des caméra à chaque coin de rue, participant à la suspicion généralisée de la population et des classes populaires en particulier. Ouvrez une école, vous fermerez dix prisons. Certains feraient mieux de s'inspirer de cette maxime de Victor HUGO plutôt que de courir derrière le Front National et de fermer des classes.

C'est dans le but d'amplifier notre démarche, de la structurer collectivement, que nous avons décidé de lancer cet appel public et de le soumettre à votre signature.

Les Communards visent à une expression Communiste Libertaire autonome, cohérente et structurée tant dans la campagne municipale qu'au sein de la liste Basta dans laquelle le groupe compte s'investir à la condition que les bases programmatiques soient cohérentes et constructives et l'unité la plus large possible afin de battre la droite, l'extrême droite et la gauche libérale. Les bases pouvant nous rejoindre ce rassemblement ne pourront dès lors, en fonction de ce que nous exprimons dans ce texte, n'être qu'anticapitalistes, antiracistes, antisexistes et antifascistes. Elles devront porter des buts et des propositions concrètes de transformation sociale, de solidarité et de résistance et ce notamment face aux politiques de l'Union Européenne et de toutes les instances anti démocratiques tels que le FMI ou la Banque Mondiale. Ces instances ne devront jamais être des prétextes à l'inertie mais combattues de façon déterminées afin de montrer qu'il est possible de porter et de construire la rupture avec le système capitaliste.

Nous vous invitons donc à participer à la première réunion publique des Communards qui se tiendra le

**Mercredi 11 Décembre
à partir de 19H
au Café Jehanne d'Arc à Metz, situé sur la place du même nom**

LES COMMUNARDS

Premiers signataires : (nous avons délibérément omis de mettre les qualités, adhésions ou professions des signataires préférant un classement égalitaire par ordre alphabétique. La signature n'engage qu'au soutien du groupe des Communards, elles seront revues suite aux évolutions et discussions que nous engagerons avec les autres composantes du mouvements social par le biais de nos Assemblées Générales)

Jean Jacques AMEREIN, Paul BRICHLER, Rémi CASTANEDA, Frédéric CHARBONNIER, Océane CHAUMONT, Sébastien CLOSSE, Philippe COLLON, Kévin DJADAVJEE, Sophie DRILHON, FARHEL, Mickaël FORNARA, Patrick GONZALEZ, Geneviève GRETHEN, Fouad HARJANE, Emmanuel HAUTER, Apolline JUVILE, Jean LAMBERT, Pierre LAURENT, Nadège LOSSON, Stéphane MUNIER, Jean Philippe PETITOT, Benjamin PFRUNNER, Bruno RICHARD, Ludovic ROLLES, Gille SCHOELLER, Samir SLYEMI, Fabrice TALARCZYK, Serge VIRETTO, Romain WEBER, Stéphanie WURTZ,